

à propos

Le magazine de
KOFF pour la
promotion de la paix



Allier migration et paix: dilemmes et opportunités

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

Les migrant-s-es au Mexique – les victimes invisibles de la pandémie

point fort

2

Populations déplacées en Ouganda – défis et réalités pour la paix

dossier

Promouvoir des alternatives à la migration au Salvador

Renforcer la capacité des réfugié-s-es à agir pour la paix

L'impact du sentiment anti-migrants en Colombie

La diaspora syrienne se mobilise pour la paix

Emigrer pour plus de sécurité? L'expérience d'Helvetas avec le lien conflit - migration

3

La crise des déplacements: Nouveau paradigme et lutte pour un changement de comportement

pour aller
plus loin

4

Disponible dès maintenant: le troisième épisode de KOFF Ton-Träger!

actualité

swisspeace propose un nouveau cours en ligne

5

Événements et nouvelles

calendrier

editorial

Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), il y avait environ 272 millions de personnes migrantes dans le monde l'année dernière, ce qui ne représente qu'environ 3,5 % de la population mondiale. Malgré ce faible ratio et le fait que 26 % de ces migrant·s·es ont été contraints de quitter leur pays, les politiques gouvernementales, les récits et discours publics anti-migration sont encore courants.

On s'attend à ce que la mobilité humaine s'accroisse dans le futur, notamment pour des raisons démographiques et environnementales. Il semble donc pertinent et nécessaire de saisir les opportunités que la migration apporte à la paix. Depuis 2018, la communauté internationale a fait des efforts à cet égard. En adoptant les deux pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations, 152 États membres des Nations unies ont voulu renforcer leur coopération et leur engagement afin de faciliter les réponses nationales, améliorer les conditions des personnes migrantes et leurs droits humains dans les pays d'accueil et d'origine. Cependant, tous les États n'ont pas approuvé ces pactes et leur caractère non contraignant sur le plan juridique nuit à leur mise en œuvre.

Au vu des défis qui restent à relever, KOFF a lancé un processus d'apprentissage commun sur la promotion de la paix et la migration (Joint Learning Process on Peacebuilding and Migration, JLPM), permettant à ses organisations membres d'explorer les opportunités et les défis que la migration apporte à la paix. Ensemble, elles cherchent des solutions pour promouvoir une inclusion systématique et stratégique de la migration dans la politique de promotion de la paix et plaident pour un récit plus nuancé et plus constructif sur la migration.

En attendant les conclusions et recommandations résultant de cet apprentissage commun, cette édition d'à propos offre un premier aperçu des perspectives de KOFF et d'autres organisations sur le lien entre la migration et la paix, ses opportunités et défis dans le contexte actuel. Alors que certain·s·es ont récemment vu l'espoir de paix des personnes migrantes s'amenuiser face à crise du COVID-19 ou à la xénophobie, d'autres ont vu ces dernières s'autonomiser grâce au renforcement de leurs capacités, à un plus grand accès au marché du travail ou à une meilleure inclusion dans la société grâce aux programmes de cohésion sociale.

Bonne lecture!

Sanjally Jobarteh, éditrice du magazine de KOFF

point fort

Les migrant·s·es au Mexique – les victimes invisibles de la pandémie



Casa del Migrante Saltillo dans l'Etat de Coahuila, Mexique, fournit un hébergement sûr aux migrant·s·es sur la route vers les Etats-Unis, 2015, Peace Brigades International

La crise du Coronavirus entraine des défis significatifs en ce qui concerne les secteurs de la santé et de la migration au Mexique. Les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme contribuent à trouver une solution dans ces deux domaines. Toutefois, pour ce faire, ils-elles ont besoin de reconnaissance, de protection et de ressources publiques.

Le Covid-19 a frappé le Mexique de plein fouet. Début juin 2020, l'université John Hopkins a déclaré qu'il y avait plus de 93 000 personnes infectées et plus de 10 000 décès. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador a déclaré l'état d'urgence à la mi-mars 2020; tous les secteurs non essentiels de l'économie ont été fermés et la liberté de mouvement a été restreinte dans de nombreux endroits. Depuis le 18 mai, certaines restrictions ont déjà été levées dans des zones où le nombre de cas est faible, malgré l'augmentation du nombre de cas dans tout le pays.

Entre-temps, la violence au Mexique n'a pas été cessée suite aux mesures de quarantaine. Entre janvier et mars 2020, plus de 8 500 meurtres ont été commis, soit 13,5 % de plus qu'à la même période l'année dernière. En outre, le gouvernement mexicain a enregistré 44

attaques et 4 meurtres de défenseurs des droits de l'homme (DDH) entre le 15 mars 2020 et la fin avril 2020.

La crise du coronavirus aggrave la situation des demandeurs-euses d'asile

Les mesures actuelles visant à freiner la propagation du Covid-19 ont de graves conséquences pour les hommes, les femmes et les enfants en demande d'asile, dont la majorité vient d'Amérique centrale et est obligée d'attendre au Mexique pour rejoindre les États-Unis. Les autorités ont vidé les centres pour personnes migrantes ou les ont complètement fermés afin que les mesures d'éloignement et d'hygiène puissent être respectées. Dans quelques centres pour les migrant-s-es parmi les 60 détenus par l'Etat, des migrant-s-es ont protesté contre le manque d'équipements de protection et ont demandé un renvoi dans leur pays d'origine. Dans certains cas, la Garde nationale a réagi aux protestations avec une force excessive.

La plupart des personnes migrantes qui n'avaient plus de place dans ces centres gérés par l'Etat ont été renvoyés dans leur pays d'origine. Cependant, les pays d'Amérique centrale ont temporairement fermé leurs frontières. Les gens se sont ainsi retrouvés bloqués sur le chemin du retour. Ce problème, couronné par le fait que certaines personnes avaient contracté le virus au Mexique, a à peine été pris en compte lorsque les centres pour migrant-s-es de l'État ont été vidés.

En outre, les nombreux centres d'accueil gérés par les églises et les ONG ne peuvent accueillir davantage de personnes en raison des règles d'hygiène. Les gérants de ces derniers subissent une pression croissante car ils ne reçoivent aucune aide de l'État. De plus en plus de migrant-s-es sont contraints de vivre dans les rues où ils-elles sont soumis à la violence des gangs criminels, à des arrestations et à des discriminations ainsi qu'à des risques sanitaires accrus en raison du Covid-19.

Cette situation touche un nombre considérable de personnes au Mexique, car des centaines de milliers de personnes sans papiers transitent chaque année par le pays pour rejoindre les États-Unis. Depuis janvier 2019, les demandeurs-euses d'asile ne sont plus autorisé-s-ées à attendre le verdict quant à leur demande aux États-Unis, conformément à la politique migratoire américaine "Restez au Mexique". Bien que la justice américaine elle-même n'ait pas encore décidé de manière concluante si cette procédure est légale, elle a permis de la faire appliquer pendant la pandémie de Coronavirus. À la mi-mai 2020, plus de 60 000 personnes ont été renvoyées au Mexique et plus de 1 000 attaques ont été enregistrées contre les demandeurs d'asile (meurtres, tortures, viols et enlèvements).

Les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, médiateurs et médiatrices

La situation des personnes migrantes ou en d'asile est grave: elles sont bloquées au Mexique, où même la population locale ne dispose pas d'informations fiables sur la situation sanitaire du pays. La violence règne dans les rues et l'incertitude générale quant à l'avenir est généralisée. Comme l'écrit l'avocate Ana Lilia Amezcua Ferrer, ce qu'il faut

maintenant, ce sont des mesures transparentes afin de renforcer la confiance dans la société. Les défenseurs-euses des droits de l'homme sont des act-eurs-rices important-s-es, car ils-elles agissent indépendamment des gouvernements et peuvent construire des ponts entre l'État, la population et les migrant-s-es. Cela contribue à protéger les personnes migrantes et à réduire les risques de conflit et de violence.

Peace Brigades International (PBI) soutient le foyer pour migrant-s-es "Casa del Migrante Saltillo", dans l'État de Coahuila, au nord du Mexique. Ce logement non géré par l'État offre aux migrant-s-es une aide humanitaire lors de leur passage dans le pays, ainsi qu'un soutien psychologique et juridique. PBI soutient également les employé-es-s du foyer qui sont en danger dans le cadre de leur travail, en les accompagnant et en les protégeant sans recourir à la violence. Durant la crise du COVID-19, cela a principalement pris la forme de contacts téléphoniques réguliers, de campagnes d'information et de mise en réseau au niveau national et international, ainsi que d'un travail de plaidoyer auprès des autorités mexicaines et internationales.

La situation actuelle des migrant-s-es en tant de crise du coronavirus exige donc une plus grande attention du public et un soutien international. L'Etat mexicain est déjà sous pression afin de respecter son engagement à garantir le bien-être des migrant-s-es. Il devrait également protéger et soutenir financièrement, les personnes défenseuses des droits humains afin qu'elles puissent soutenir les milliers de migrant-s-es au Mexique.

Les effets des politiques de migration et d'asile pouvant être ressentis dans toute la région avoisinant le Mexique, l'aide aux migrant-s-es au Mexique a un énorme impact. En cette période de crise, l'aide humanitaire et la défense des droits des populations migrantes sont essentielles afin de maintenir la paix au Mexique.

[Peace Brigades International](#)

Tanja Schindler

tanja.schindler@peacebrigades.ch

Stagiaire

[Peace Brigades International](#)

Katia Aeby

katia.aeby@peacebrigades.ch

Directrice

[links](#)

- [Peace Brigades International Suisse](#)
- [Être migrant au Mexique lors d'une pandémie d'ampleur mondiale](#)

dossier

Populations en déplacement en

Ouganda – défis et réalités pour la paix



Session de mentorat du groupe de soutien des femmes d'Amanjara à Adjumani (Ouganda), Refugee Law Project

L'Ouganda, qui compte 42.7 millions de personnes (situation en 2018), dont 1.4 million de réfugié·s-es (situation au 30 mai 2020), a pris des mesures considérables pour faire face aux migrations engendrées par la fragilité géopolitique de la région des Grands Lacs. L'Ouganda continue de s'ouvrir et est un centre d'activité économique en pleine croissance compte tenu d'une relative paix en comparaison à certains de ses voisins. Le "Compendium of Conflicts in Uganda de Refugee Law Project (2015)" permet de se rendre compte qu'une partie importante de la population ougandaise a elle-même été contrainte de migrer.

Les communautés d'accueil en Ouganda sont touchées par l'arrivée de migrant·s-es forcé·s-es de la région, une dynamique qui exacerbe des réalités socio-économiques déjà complexes, présentant à la fois des opportunités et des défis. Les conséquences de l'accueil de personnes déplacées sur le marché du travail local ont été considérablement discutées dans les milieux académiques et politiques. D'une part, les déplacements forcés peuvent atténuer la pénurie de main-d'œuvre sectorielle, en particulier lorsque les populations migrantes possèdent des compétences précieuses et complémentaires à celles de la population d'accueil. D'autre part, l'entrée de migrant·s-es forcé·s-es sur le marché du travail peut entraîner une concurrence accrue et une diminution des possibilités d'emploi, ce qui se traduit par une baisse du bien-être économique de la population.

Un autre aspect à prendre en considération est la disponibilité des ressources et des infrastructures. Dans les zones rurales de l'Ouganda, un citoyen moyen possède une modeste parcelle de terre d'où proviennent la nourriture, l'eau, le bois de chauffage et le

chaume. Bien que les migrant·s-es forcé·s-es soient susceptibles de provoquer une pression sur la demande d'approvisionnement local, ils-elles attirent potentiellement des investissements dans les services publics réalisés par des agences internationales. Une étude de Kreibaum (2016) souligne que les écoles supplémentaires financées par les organisations non gouvernementales ont non seulement substantiellement allégé la pression sur le gouvernement ougandais pour faire face à la demande accrue de services éducatifs, mais ont également amélioré l'accès à l'éducation dans les districts accueillant des personnes réfugiées et aux alentours de ces derniers.

Il convient également de noter que l'accueil de migrant·s-es forcé·s-es est un moyen de favoriser une société plus diversifiée et inclusive. En Ouganda, les populations d'accueil prêtent généreusement une partie de leurs terres au gouvernement pour installer les personnes migrantes forcées. Ce soutien a largement contribué à renforcer la coexistence pacifique entre les réfugié·s-es et les communautés d'accueil. Toutefois, il ne s'agit là que d'un exemple de paix relative qui ne reflète pas la complexité de la situation, car les deux communautés sont confrontées à l'héritage non traité des conflits et/ou des catastrophes qui les ont poussées à se réfugier dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ou dans des zones d'installation pour les populations réfugiées en dehors de leur pays d'origine. En effet, il est essentiel de garder à l'esprit que les communautés d'accueil peuvent également appréhender un afflux de populations déplacées. Des articles et rapports de recherche ont montré plusieurs épisodes d'affrontements et d'attaques xénophobes résultant principalement de la perception d'un traitement inégal dans les prestations de services. Pour atteindre une coexistence pacifique permanente, ces réalités ne doivent être ignorées ni dans la recherche et la formulation des politiques, ni dans la fourniture directe de services.

En conclusion, pour parvenir à une paix durable pour les personnes déplacées comme pour leurs hôtes, des matrices politiques intentionnelles et inclusives qui tiennent compte des besoins uniques des personnes migrantes forcées et des communautés hôtes sont impératives. Afin d'être efficace, cette approche doit évidemment être encadrée par des structures de gouvernance fonctionnelles.

[Eirene Suisse & Refugee Law Project \(Ouganda\)](#)

Alice Horner

a.alicehorner@gmail.com

Analyste de données

Gilbert Nuwagira

padir@refugeelawproject.org

Assistant Personnel du Directeur

links

- [Eirene Suisse](#)
 - [Refugee Law Project](#)
 - [Publication de Refugee Law Project "Compendium of Conflicts in Uganda" \(2015\)](#)
 - ["Their suffering, our burden? How Congolese refugees affect the Ugandan population," Article Kreibaum, 2016](#)
-

Promouvoir des alternatives à la migration au Salvador



Sandra Ramirez (au milieu), sur les lieux d'un projet à Chalatenango au Salvador, mars 2019

Entretien avec Sandra Ramirez, coordinatrice nationale chez Terre des hommes Suisse au sujet de la migration au Salvador.

à propos: L'ONG Terre des hommes travaille sur des projets liés à la migration au Salvador. Qu'en est-il précisément?

Sandra Ramirez: Depuis plus de 40 ans, le Salvador est touché par le départ de personnes qui émigrent principalement vers États-Unis en passant par le Guatemala et le Mexique, fuyant la pauvreté et/ou la violence. Le chômage chez les jeunes atteint 13,6 % dans le pays et la région montagneuse de Chalatenango, au nord, est fortement touchée. Elle a été particulièrement dévastée par la guerre civile et en subit toujours les conséquences économiques aujourd'hui. Terre des hommes soutient une ONG locale appelée CORDES (Fundación para la Cooperación y el Desarrollo Comunal de El Salvador ou Fondation pour la Coopération et le Développement Communautaire du Salvador), qui conduit un projet visant à accroître les opportunités des jeunes de Chalatenango. Cette organisation identifie les activités génératrices de revenus dans la région et offre aux jeunes demandeurs-euses d'emploi des formations professionnelles adaptées pour accroître leurs compétences entrepreneuriales. Malgré le manque d'emploi, nous sommes convaincus que ces jeunes peuvent avoir un avenir à Chalatenango. Le climat et les terres sont propices à l'agriculture et la population locale dispose d'un réservoir de connaissances agricoles. En outre,

CORDES accompagne ces jeunes avec une approche psychosociale afin de les aider à atteindre leurs objectifs tout en maintenant leur estime de soi et en renforçant leur participation au développement de la communauté.

à propos: Ne pensez-vous pas que la migration peut contribuer à la paix dans votre pays? Par exemple, lorsque les Salvadoriens et Salvadoriennes augmentent leur niveau de vie en travaillant aux États-Unis et en investissant ensuite au Salvador?

SR: Je respecte le droit à la libre circulation mais je ne pense pas que la migration soit une bonne option. Plutôt que de contribuer à la paix, je pense qu'elle a plus de conséquences négatives que de bénéfiques pour notre pays.

Tout d'abord, rares sont celles et ceux qui reviennent au Salvador, ce retour s'accompagnant souvent d'une stigmatisation sociale liée à la notion d'échec. Au lieu de cela, de nombreux migrant-s-es encouragent leurs proches à émigrer également, notamment en diffusant une image attrayante de leur nouvelle vie, qui ne reflète pas toujours la réalité.

En outre, la traite des êtres humains qui en résulte est un problème énorme. Certain-s-es sont confrontés au même niveau ou à davantage de violence qu'au Salvador sur leur chemin. Nombre sont celles et ceux qui disparaissent et leurs familles se retrouvent sans nouvelles de leur part. Concernant leur situation économique, elle ne s'améliore pas nécessairement non plus car certains vivent dans des conditions très précaires dans des camps au Mexique ou aux États-Unis. Tout le monde ne réussit pas aux États-Unis et dans ce cas, les dettes contractées auprès des membres de la famille pour financer le voyage ne sont pas remboursées, ce qui entraîne une perte de capital domestique.

L'autre conséquence que je considère comme une vraie menace pour la paix est la désintégration de la famille. Il est très fréquent que les hommes partent sans leur femme et leurs enfants. Dans le pire des cas, les deux parents partent et les enfants se retrouvent sans cadre éducatif ni soutien financier. Ils sont alors plus susceptibles de rejoindre des gangs ou de devenir vulnérables au recrutement par des groupes criminels qui se présentent comme une nouvelle famille. Il s'agit donc d'un cercle vicieux. En voulant échapper à la violence, on la nourrit.

à propos: Que pensez-vous de l'accord signé en septembre 2019 entre les États-Unis et le Salvador qui consiste à renvoyer les demand-eurs-euses d'asile au Salvador ?

SR: Je pense que les gens devraient être libres de se déplacer où ils veulent. Cet accord est très problématique car de nombreux demand-eurs-euses d'asile du Salvador, du Honduras ou du Guatemala sont désormais bloqués au Mexique, incapables de traverser la frontière. Ils restent dans des conditions très précaires, parfois dans des camps, au risque de devenir victimes de violence ou de prostitution.

Nous devons protéger les gens contre de telles situations en nous attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de la violence. Des programmes tels que celui de CORDES peuvent contribuer à redonner espoir et estime de soi aux jeunes défavorisés. Nous avons vu des jeunes qui, grâce à la formation et aux microentreprises, ont pu générer des revenus et devenir complètement indépendants de leur famille. Ils sont la preuve des opportunités

existantes à Chalatenango et un modèle pour les générations futures.

Entretien avec

Sandra Ramirez, Terre des hommes
sandra.ramirez@terredeshommes.ch

Coordinatrice Nationale

réalisé par

Sanjally Jobarteh, swisspeace
Sanjally.Jobarteh@swisspeace.ch
Chargée de communication

links

- [L'engagement de TDH en matière de migration \(en anglais\)](#)
- [Le soutien de TDH apporté aux personnes rapatriées au Salvador \(en anglais\)](#)
- [Campagne internationale de TDH en soutien aux jeunes migrants d'Amérique centrale \(en anglais\)](#)
- [CORDES – Asociación Fundación para la Cooperación y el Desarrollo Comunal de El Salvador](#)

dossier

Renforcer la capacité des réfugié·s·es à agir pour la paix - Défis et opportunités



Cours de qualification sur la réduction des conflits dans le camp de Zaatari, 2018, Dagmar Nolden

«Au début, j'étais timide, convaincu qu'il n'y pas de solution à la violence et que la paix n'existe pas.

[...] Après quelque temps, j'ai commencé à accepter les idées et techniques que nous avons apprises [pendant la formation], et à les appliquer à des fins personnelles.

J'ai alors découvert à quel point elles sont utiles, et l'importance de leur effet sur moi-même et sur les autres.

Elles m'ont permis de me détendre et de me sentir à l'aise.

J'ai donc commencé à les utiliser au travail et à la maison. [...]

J'en ai conclu que cette formation est extrêmement utile pour mon entourage et moi-même,

que la violence et la paix existent en chacun de nous,

et que chaque être humain peut choisir de propager

soit la violence, soit la paix.

J'ai choisi de propager la paix, et de mettre désormais en application ce que j'ai appris.»

Participant de la formation «Building Peace from the Inside Out» («Promouvoir la paix de l'intérieur») organisée par la fondation Berghof, camp d'Azraq en 2018

L'image courante des réfugié·s-es comme bénéficiaires passifs de l'aide ou même comme fardeau mine non seulement leur confiance et leur auto-efficacité, mais limite sérieusement leurs capacités à contribuer à un changement social constructif et à la consolidation de la paix dans le monde. La citation ci-dessus, ainsi que l'étude documentaire de swisspeace "Peace-Migration Nexus" et le processus d'apprentissage

commun de KOFF sur la promotion de la paix et la migration corroborent le fait que lorsque les conditions le permettent, les réfugiés, les déplacés internes et les migrant·s·es possèdent non seulement des compétences essentielles pour la promotion de la paix, mais peuvent aussi agir comme agents de changement et avoir une influence positive sur les processus de paix.

En outre, la citation souligne le potentiel des programmes d'éducation à la paix spécifiques au contexte et aux groupes cibles, tels que le cours de qualification, afin de créer un environnement propice à l'importante participation des personnes réfugiées aux processus de consolidation de la paix. Elle révèle également que la période d'exil peut représenter une grande opportunité pour les réfugié·s·es de s'autonomiser en tant qu'agents d'un changement social constructif.

Lors d'un projet avec des personnes réfugiées dans des camps jordaniens, nous avons pu constater que le jugement et l'expérience des réfugié·s·es étaient non seulement rarement pris en considération, mais qu'au contraire leur engagement créatif et constructif était systématiquement dévalorisé. En parallèle, nous avons pris conscience des évolutions possibles dans un environnement favorable.

Nous estimons donc qu'il est grand temps d'engager un échange, voire un dialogue, qui permette aux gens de garder leur capacité d'action bien qu'ils soient bénéficiaires de services. Un tel dialogue pourrait profitablement trouver son origine dans l'élaboration commune et l'échange de récits axés sur la paix.

Notre projet avec des réfugié·s·es syrien·s·nes en Jordanie nous a permis, recherche générale théorique à l'appui, d'identifier les opportunités et défis suivants :

1. Favoriser la capacité d'action lors de l'établissement d'un dialogue direct avec les personnes (participantes ou réfugiées) : Aborder et traiter ces dernières comme des individus à part entière, capables de prendre leurs propres décisions, et manifester la prise en compte de leurs besoins lors de leur implication dans des processus conjoints de décision.
2. Investir des ressources, de l'espace et du temps à l'utilisation des approches participatives axées sur le dialogue, afin d'établir activement des relations de confiance, d'encourager coopération et collaboration entre participant·s·es, et de créer un environnement d'apprentissage favorable et sûr. Étendre cette approche collaborative aux partenaires présents à tous niveaux, y compris aux donateurs.
3. Aborder la question de la violence directe et indirecte en tenant compte du contexte, des conflits et des traumatismes. Cette démarche implique également d'aborder la violence structurelle, ce qui soulève de profonds dilemmes dans le cadre d'interventions dans des structures violentes.

En somme, l'association de méthodes classiques d'éducation à la paix et de modules consacrés au théâtre interactif, à la dissipation du stress et à la résilience, ainsi qu'au

développement personnel fait ressortir l'importance de l'apprentissage social et émotionnel.

Toutefois, la disponibilité de fonds et la brièveté des cycles de financement sont pour l'intervenant un facteur limitant. Ces éléments rendent difficile l'engagement à long terme, particulièrement important dans des situations de conflit prolongé, ainsi qu'un travail à grande échelle auprès du groupe cible. Les nombreuses restrictions imposées, par exemple, par les gouvernements hôtes qui supervisent les contenus d'apprentissage ou contrôlent strictement l'accès au camp sont une limite supplémentaire aux programmes d'éducation à la paix dans les camps de réfugié·s·es. Il est donc essentiel de coopérer étroitement avec les partenaires locaux.

Enfin, la violence directe, culturelle et surtout structurelle qui caractérise souvent les structures d'accueil des personnes réfugiées, voire l'ensemble du système de gouvernance à leur égard est un défi majeur en matière d'impact, de viabilité et de crédibilité des programmes d'éducation à la paix dans le cadre de camps de réfugiés. Des recherches supplémentaires et des efforts conjoints de la part de la communauté internationale, des gouvernements hôtes et des intervenants de terrain seront nécessaires afin de surmonter ces limites et défis.

[Berghof Foudation](#)

Dagmar Nolden

D.Nolden@berghof-foundation.org

Cheffe de projet | Global Learning/ Peace Education

[Berghof Foundation](#)

Dr. Hannah Reich

Freelancer | projet "Civic and nonviolent education" in Jordan

links

- [Programe de la fondation Berghof "Civic and Nonviolent Education in Jordan implemented from 2011 -2019 in the Jordanian refugee camps Azraq and Zaatari"](#)
- [Pour une version plus élaborée, lisez le rapport: "Refugees as agents for peace. Reflecting on the implementation of peace education formats in Jordanian refugee camps", 2019.](#)
- [processus d'apprentissage commun de KOFF sur la promotion de la paix et la migration](#)
- [l'étude documentaire de swisspeace "Peace-Migration Nexus"](#)

dossier

L'impact du sentiment anti-migrant·s·es en

Colombie



"nous ne voulons pas vivre dans la peur", peinture murale dans un village colombien, Nadine Siegle

La migration a toujours existé dans l'histoire de l'humanité. Si elle a fait naître de la solidarité entre de nombreux groupes populaires, de militants et de la société civile, l'ostracisme, le racisme et les sentiments anti-migrant-s-es sont également courants dans les pays d'accueil. En Colombie, ces derniers-ères sont plus perceptibles dans le contexte actuel de la pandémie Covid19. Dans une série d'entretiens, nous avons abordé les récits et les images récurrents sur la migration en Colombie et sur l'immigration, particulièrement en provenance du Venezuela.

Au cours des dernières décennies, le conflit armé en Colombie a été la principale raison qui a poussé les gens à quitter le pays. Beaucoup d'entre eux ont trouvé refuge chez leurs voisins au Venezuela. Cependant, ces dernières années, nous avons observé un renversement de la situation. La Colombie est devenue la principale destination des Vénézuéliens et Vénézuéliennes qui tentent d'échapper à la détérioration de leurs conditions de vie. Aujourd'hui, la Colombie se trouve non seulement en pleine transition pour mettre fin au long conflit armé et parvenir à la paix, mais elle doit également faire face à un nouveau phénomène migratoire.

La majorité des Vénézuélien·s·nes en Colombie vivent de l'économie informelle, puisqu'ils·elles arrivent sans papiers et sans ressources. Vendre des bonbons dans les rues, distraire les automobilistes aux feux de circulation ou nettoyer les parebrises des voitures représentent souvent un travail à plein temps qui permet de payer le loyer et la nourriture. En raison du couvre-feu instauré pour combattre la Covid19, ces personnes n'ont pas pu sortir et gagner leur vie comme ils le faisaient auparavant, ni recevoir d'aide financière d'urgence du gouvernement, car celle-ci n'est accordée qu'aux travailleurs en situation régulière. En perdant la possibilité de subvenir à leurs besoins, leur seule option était de retourner au Venezuela, souvent à pied.

En cette période de Covid19, le moindre déplacement dans les rues est perçu comme un risque de contagion et de propagation de la maladie. Cette crainte fait naître de plus en plus de publications sur les réseaux sociaux, accusant les personnes Vénézuéliennes de voler des emplois, de faire baisser les salaires et d'accroître la criminalité dans les zones urbaines. Ces fausses rumeurs contribuent souvent à fragiliser la solidarité et l'entraide envers les personnes et les groupes en situation de vulnérabilité, dont les Vénézuéliens et Vénézuéliennes ne sont pas les seules victimes. En effet, la Colombie est toujours l'un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, avec le taux de déplacés internes (IDP) le plus élevé au monde. Il existe un certain nombre de mesures destinées à venir en aide à différents groupes de population en Colombie, ce sujet est devenu sensible. Les contraintes administratives sont lourdes et bien souvent, les lois n'existent que sur le papier.

Le gouvernement colombien, avec le soutien de la communauté internationale, a la possibilité de tourner la page. Les mesures socio-économiques en faveur de toutes les personnes vivant en Colombie, ainsi que les programmes et les politiques visant à lutter contre les discours haineux, le racisme et le sentiment anti-migrant·s·es peuvent contribuer à surmonter la fragmentation sociale de la société colombienne, résultant de décennies de violence et de conflit armé. Faute de quoi, le Covid19 pourrait accentuer la fracture sociale et les profondes inégalités en Colombie, et compromettre ainsi la transformation des anciens schémas d'inégalité, d'injustice et de violence en une paix juste et durable dans le pays.

Vous voulez en savoir plus? Ne manquez pas le nouvel épisode du KOFF Ton-Träger! Il rassemble différentes opinions pour aborder les récits sur l'émigration du Venezuela et les liens avec le conflit et la paix en Colombie.

[swisspeace](#)

Hannah Elias

Hannah.Elias@swisspeace.ch

Stagiaire du programme Policy & Platform

[links](#)

- [swisspeace](#)

- [Nouvel épisode du podcast KOFF Ton-Träger sur les récits anti-migrant·s·es vénézuéliens et vénézuéliennes et leur lien avec une paix durable en Colombie](#)

dossier

La diaspora syrienne se mobilise pour la paix



Douma, Ghouta, banlieue est de Damas, 23 juin 2016, Bassam Khabieh

Le mouvement initialement pacifique qui est né dans les rues de Syrie en 2011, et qui a dégénéré en un conflit de grande ampleur, a fait renaître chez de nombreux Syriens et Syriennes, dans leur pays et à l'étranger, un sentiment d'appartenance nationale et a engendré une action collective qui vise un double objectif: premièrement, jouer un rôle dans les transformations sociales et politiques en Syrie et, deuxièmement, répondre aux besoins urgents du peuple syrien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. De nombreux pays d'Europe et du Moyen-Orient ont été les témoins de l'émergence et du renforcement d'une société civile active et politiquement engagée, portée par les Syriens et Syriennes, pour répondre aux demandes urgentes sur le terrain. L'Université de Maastricht a été chargée par le CSEU (Unité d'Engagement de la Société Civile) du Conseil danois pour les réfugiés d'étudier ce qui conditionne le rôle et les actions des organisations de la société civile syrienne au Liban, en Turquie, en France, en Allemagne, au Danemark et au Royaume-Uni.

Cette étude était fondée sur une approche pragmatique, consistant à élaborer conjointement et de manière participative des scénarios d'avenir et des stratégies potentielles d'action. L'objectif était non seulement de servir d'outil pour générer des connaissances, mais également de créer un espace pour l'élaboration de scénarios futurs et de stratégies d'action communes pour la société civile syrienne dans les pays hôtes respectifs. Il en est ressorti une série de recommandations pratiques destinées aux parties prenantes qui cherchent à s'engager auprès des acteurs de la diaspora syrienne.

Démocratiser les processus décisionnels au niveau international

Un règlement politique du conflit en Syrie ne peut se faire que sous l'impulsion de Syriens·nes, avec des rôles décisionnels dans tous les aspects du redressement et de la reconstruction, y compris les initiatives de consolidation de la paix, le retour et la réintégration. Un accord unilatéral risque d'être fragilisé par un manque de compréhension approfondie du contexte syrien, tandis qu'au contraire l'appropriation locale et populaire de la consolidation de la paix peut en assurer le succès et la pérennité. Au sein de la diaspora syrienne, il faudrait que la société civile soit mieux représentée dans les processus décisionnels internationaux, et ce de manière transparente et démocratique. Les mécanismes de sélection devraient favoriser la représentation des différentes opinions politiques (indépendantes) et permettre une politique ascendante. Il faut pour cela reconnaître les multiples clivages et divisions internes qui existent au sein de la diaspora.

Un espace pour libérer le dialogue – appréhender les clivages de manière constructive

Les dynamiques de conflit à l'intérieur de la Syrie se retrouvent également dans la diaspora, car les clivages qui en résultent reflètent dans une certaine mesure les divisions sociales, culturelles et politiques présentes au sein du pays. Une approche intégrant les conflits et le contexte dans les relations avec les groupes de la diaspora demande une bonne connaissance des risques potentiels et des limites ainsi que de la dynamique sociopolitique inhérente au processus de mobilisation de la diaspora. Les parties prenantes ne sauraient être en quête d'une opinion et d'une représentation unifiées parmi les acteurs de la diaspora syrienne, mais devraient plutôt créer un espace de discussion et de débat, dans lequel la diversité (au lieu de l'uniformité) ouvre la voie à de futurs schémas de coopération, d'action et de changement social positif.

Le Département fédéral suisse des affaires étrangères, en collaboration avec la GIZ, a soutenu la publication de cette étude, dans le cadre des travaux du CDR (Conseil danois pour les réfugiés) sur la diaspora. On constate un lien étroit entre les conflits violents, la paix et la migration. S'il est évident que la fragilité et les conflits armés déclenchent invariablement des mouvements migratoires involontaires, le fait que les difficultés liées à la migration influencent également la dynamique des conflits et donc la dynamique de transformation des conflits est un domaine encore peu exploré. Cette étude contribue à améliorer notre compréhension de ces dynamiques à travers le prisme de la crise en Syrie.

UNU-Merit

Dr. Nora Jasmin Ragab

nora.ragab@maastrichtuniversity.nl

Chercheuse postdoctorale

UNU-Merit

Eleni Diker

Eleni.Diker@maastrichtuniversity.nl

Chercheuse

links

- [Université de Maastricht](#)
- [Département Fédéral des Affaires Etrangères \(DFAE\)](#)
- [l'entreprise d'Etat allemande pour la coopération internationale \(GIZ\)](#)
- [Danish Refugee Council](#)
- [rapport entier de l'Université de Maastricht: "Diaspora Mobilization in Contexts of Political Uncertainties"](#)

dossier

Emigrer pour plus de sécurité? L'expérience d'Helvetas avec le lien conflit - migration



Réfugiés Rohingyas au Bangladesh, avril 2019, Helvetas

Les hommes et les femmes fuient les conflits et la violence ainsi que la pauvreté. Selon

l'OIT (2018), les inégalités et les conflits faisaient partie des principaux moteurs de l'augmentation des migrations internationales au cours des dernières années. La littérature académique indique que la violence et l'insécurité induites par des acteurs criminels sont des facteurs aussi importants que la guerre et la terreur. Affronter ces deux phénomènes par le biais du développement et du travail humanitaire est toutefois très complexe. Le fait de quitter son pays d'origine peut faire être à la fois une stratégie d'adaptation et une réponse à la violence et aux conflits. En même temps, la mobilité peut affecter la cohésion sociale. Les personnes déplacées – principalement en raison de conflits armés, de la violence généralisée ou de catastrophes soudaines et lentes – sont souvent dépendantes de l'aide fournie par les organisations de solidarité et n'ont pas forcément de perspectives à l'endroit où ils se trouvent de façon temporaire. Cela modifie fréquemment les équilibres sociaux, économiques et de pouvoir existants. En outre, les personnes déplacées sont souvent victimes de violence lorsqu'elles se sont sur la route et leurs expériences – être victime de trafic/ mauvais traitement par des groupes armés non étatiques/ des réseaux criminels ou être soumis à l'extorsion, au travail forcé, à l'exploitation sexuelle ou à des pratiques analogues à l'esclavage – sont des situations tout aussi violentes que celles rencontrées chez elles. Les projets de développement et humanitaires d'Helvetas abordent les interrelations diverses entre la migration et les conflits sous de nombreuses formes. Par exemple, en favorisant l'accès aux services vitaux et en augmentant les opportunités économiques de certaines populations, Helvetas s'attaque indirectement à de nombreux facteurs de la migration. L'ONG a également réussi à atténuer les tensions en s'engageant dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale au niveau communautaire. Il est toutefois difficile de déterminer dans quelle mesure ces interventions encouragent les gens à saisir les opportunités locales plutôt que de quitter leur pays.

L'Ethiopie est le pays qui accueille le plus de réfugiés en Afrique, avec plus de 1,5 million de personnes déplacées, dont des réfugié-s-es de 20 nationalités différentes (principalement du Sud-Soudan, de la Somalie, de l'Erythrée et du Soudan). La situation est considérée comme unique en raison de la politique d'ouverture du gouvernement éthiopien à l'égard des migrant-s-es, qui permet de discuter de solutions durables, d'accorder aux personnes réfugiées et déplacées une certaine autonomie et de participer aux efforts de réconciliation (voir ODI). Souvent, la coexistence pacifique est facilitée par le partage de l'ethnicité et de la langue, c'est par exemple le cas des réfugiés érythréens en Ethiopie. La mise en œuvre de la politique de « porte ouverte » reste cependant un défi, car les personnes déplacées ont tendance à être mal desservies dans tous les domaines cruciaux du service public, ce qui réduit leur confiance dans le gouvernement du pays d'accueil et entrave leur participation / contribution à une nouvelle réalité (voir : OCHA). C'est pourquoi la participation et la représentation institutionnelle des personnes migrantes et réfugiées fait partie des thèmes les plus contestés en matière de solutions durables. Helvetas cherche donc à renforcer l'accès des personnes en situation irrégulière au marché et maximiser leurs chances d'obtenir un emploi. L'expérience de l'ONG ainsi que des études récentes soulignent la nécessité de mener des consultations approfondies et des programmes inclusifs afin d'établir un lien entre les réfugié-s-es et les communautés d'accueil (voir aussi 2018, Institut d'études de sécurité), car la cohésion sociale est un facteur de réussite décisif dans la mise en œuvre de tels programmes. L'exemple du Bangladesh, ci-dessous, illustre également cette nécessité.

Au Bangladesh, les réfugié-s-es rohingyas ont d'abord été chaleureusement accueillis par les communautés de Cox Bazaar, également musulmanes, autochtones et elles-mêmes

minoritaires. Récemment, cependant, les défis en matière de cohésion sociale se sont considérablement accrus et le COVID 19 a alimenté de nouvelles tensions. La frustration du fait de la diminution des moyens de subsistance de la communauté d'accueil, la participation non officielle des Rohingyas à l'économie locale, la baisse du salaire moyen (parfois jusqu'à 50 %) et l'inflation ont entraîné des tensions entre les réfugié·s-es et les communautés d'accueil. Helvetas s'efforce de remédier à ces tensions et de créer des liens entre les communautés d'accueil et les individus réfugiés. Les dynamiques sociales, politiques et économiques moins visibles au sein et entre les groupes sociaux/identitaires au sein des camps ainsi qu'entre les communautés d'accueil sont particulièrement pertinentes pour les projets d'Helvetas. Le renforcement de la cohésion sociale et des processus participatifs entre les communautés d'accueil, les réfugié·s-es et les autorités locales est très nécessaire mais pas toujours simple ni facile à financer. Les tâches supplémentaires sont très difficiles à exécuter (celles qui consistent à établir des liens entre la communauté humanitaire, les camps et les gouvernements locaux afin de coordonner la fourniture de services, ressources disponibles et identifier des besoins communs, et les efforts fournis pour résoudre les conflits mineurs entre ces acteurs). Souvent, ces acteurs et actrices, y compris les autorités locales, ne sont pas préparés à ce rôle et ne disposent pas des ressources nécessaires. De telles mesures contribueraient toutefois à renforcer la cohésion sociale, à réduire les conflits et à établir des plateformes de dialogue entre les communautés d'accueil, les autorités locales et les réfugié·s-es. Malheureusement, ces projets sont encore rarement mis en œuvre comme ils le devraient et restent souvent des projets pilotes dont le suivi financier est incertain.

Prendre au sérieux le lien entre conflit et migration dans son ensemble, avec ses controverses, est une tâche à multiples facettes, d'autant plus lorsque la situation donnée est volatile. Dans la perspective d'une mobilité mondiale accrue, avec la nécessité de distribuer des ressources et services rares et des systèmes de gouvernance qui y sont liés, ainsi que des discours politiques de plus en plus polarisés et fondés sur l'identité, il semble important de réfléchir aux multiples liens entre la migration, la violence et l'identité (politique) dans le travail de développement.

Helvetas

Esther Marthaler

Esther.Marthaler@helvetas.org

Conseillère en chef en matière de migration et de développement

links

- [Rapport de l'OIT sur l'état actuel des migrations de main-d'œuvre et les principales caractéristiques des travailleurs migrants dans le monde](#)
 - [Étude de la Commission européenne : Le rôle des conflits et de la violence organisée dans les migrations internationales forcées](#)
 - [Dossier politique de l'ODI: "Achieving durable solutions by including displacement-affected communities in peacebuilding"](#)
 - [Rapport d'OCHA: "Breaking the Impasse: Reducing Protracted Internal Displacement as a Collective Outcome"](#)
 - [Dossier politique de l'Institut d'Etudes de Sécurité: "Promises and challenges of Ethiopia's refugee policy reform"](#)
-

pour aller plus loin

La crise du déplacement: nouveau paradigme et lutte pour un changement de comportement



Camp de Dagahealey, Kenya, Septembre 2019, MSF

Au vu du nombre croissant de personnes déplacées dans le monde, la communauté internationale a repensé son approche des déplacements et des migrations. C'est dans cet esprit que la Déclaration de New York, le Pacte mondial sur les réfugiés (GCR) et le Pacte mondial pour les migrations (GCM) ont vu le jour entre 2016 et 2018, sous les auspices des États membres des Nations unies (EM), de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Le GRC a pour principaux objectifs d'alléger la pression sur les pays d'accueil, de renforcer l'autonomie et l'inclusion des personnes réfugiées et déplacées, d'élargir l'accès aux solutions des pays tiers, de soutenir les conditions dans les pays d'origine pour un retour digne en toute sécurité et de protéger les droits des personnes déplacées.

Cette nouvelle approche est censée inverser la manière avec laquelle la communauté internationale répond aux déplacements, conformément au concept de « nexus » ou « lien » qui est né au Sommet humanitaire mondial de mai 2016. Ce dernier promeut une

complémentarité plus forte entre les domaines de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix tout en adoptant une « approche prenant en compte la société dans son ensemble ».

Toutefois, la nature non contraignante de ces instruments ainsi que les défis du multilatéralisme et des réalités géopolitiques d'aujourd'hui rendent la mise en œuvre de ces engagements particulièrement difficile.

Comment, dans un tel environnement, mobiliser les États membres pour traduire ce paradigme en faits concrets?

La stratégie globale (en particulier celle du HCR) a été de créer une dynamique au sein de la communauté des EM qui devait encourager et promouvoir un changement de comportement collectif, principalement :

1. en reconnaissant les efforts des pays considérés comme exemplaires dans l'approche du déplacement (par exemple, l'Éthiopie, l'Ouganda, le Costa Rica, etc.) ;
2. en mettant en avant les États membres influents (par exemple, l'Allemagne) et les organisations internationales (telles que l'IGAD) qui peuvent défendre un tel paradigme ;
3. en impliquant les principales institutions financières et de développement, telles que la Banque mondiale, et les grandes entreprises privées, qui sont à même de promouvoir les avantages économiques et financiers d'une telle approche ;
4. en encourageant les États membres à participer à des forums ouverts (par exemple, le Forum mondial sur les réfugiés).

Une telle stratégie vise à créer une nouvelle "norme sociale et comportementale" parmi la communauté des États membres, quant à leur approche de la crise du déplacement, qui s'inspire d'une lecture constructiviste des relations internationales. Afin de favoriser ce changement et d'en assurer la durabilité, un point de basculement, tant en ce qui concerne le nombre d'États que le profil des États qui promeuvent et mettent en œuvre cette approche est à atteindre. Cela mènerait alors la majorité des États à suivre ce paradigme par un "processus de socialisation".

De dynamiques spécifiques en Afrique de l'Est sont porteuses d'espoir en ce qui concerne le déclenchement d'un tel changement de comportement. L'Éthiopie, l'Ouganda et des organisations internationales telles que l'IGAD et la Banque mondiale défendent le GCR dans la région et encouragent d'autres pays comme le Kenya (en particulier dans le camp de Kakuma) ou la Zambie à suivre des voies similaires.

Toutefois, deux éléments principaux constituent des obstacles majeurs au développement de cette nouvelle norme sociale dans le monde :

1. Le manque de crédibilité (et de volonté) des États influents en ce qui concerne leur approche fructueuse du déplacement : La plupart des États membres européens, les États-Unis, la Russie, la Chine, certains pays BRIC mettent à peine en œuvre de telles approches dans leur propre pays, ce qui a un impact sur leur légitimité aux yeux des autres et limite la traction nécessaire pour déclencher un changement collectif de comportement.
2. La lutte contre les programmes sécuritaires et politiques respectifs des États membres, dans un environnement mondial agressif et protectionniste contre les personnes réfugiées et migrantes. Si un lien clair a été établi avec les progrès du développement, il manque encore un récit cohérent pour aborder les préoccupations sécuritaires et politiques des États membres. Les personnes déplacées sont souvent utilisées comme une “carte” à utiliser dans le cadre d’un jeu politique plus large. Cela rend des situations comme celle du camp de Dadaab au Kenya ou d’autres en Europe (pour n’en citer que quelques-unes) extrêmement difficiles à résoudre.

Malheureusement, alors que la pandémie COVID-19 se transforme en une “crise humaine et sociétale”, la voie vers un nouveau paradigme en matière de déplacement semble encore plus lointaine, car certains États membres ont profité des mesures de santé publique pour restreindre davantage les droits des réfugiés et des migrants.

Comme l’a mentionné Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés devant le Conseil de sécurité de l’ONU le 18 juin 2020 : “Ces tendances montrent en quelque sorte comment, lorsque le leadership échoue, lorsque le multilatéralisme – que vous représentez – ne tient pas ses promesses, les conséquences se manifestent non pas dans les capitales mondiales de notre monde, ni dans les foyers des puissants et des riches. Elles se font ressentir à la périphérie des nations, dans les communautés frontalières, parmi les pauvres des villes, dans la vie de ceux qui n’ont pas de pouvoir”.

[Médecins Sans Frontières \(MSF\)](#)

Raphael Gorgeu

Directeur adjoint des opérations

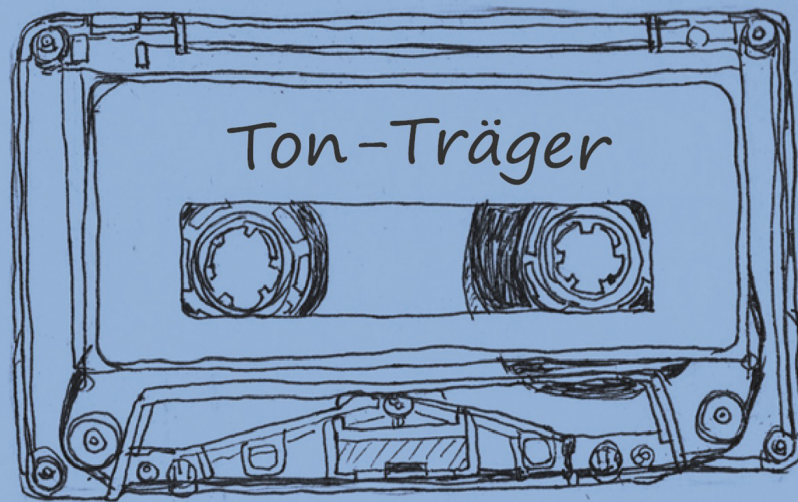
[links](#)

- [HCR - Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants](#)
- [HCR - Le Pacte Mondial pour les réfugiées](#)

- [HCR - Le Pacte Mondial pour les migrations](#)
- [HCR - "Global Refugee Forum"](#)
- [Article "International Norm Dynamics and Political Change" by Martha Finnemore and Kathryn Sikkink, 1998](#)
- [Déclaration publique d'Amnesty International "Refugees and migrants forgotten un COVID-19 crisis response"](#)

actualité

Disponible dès maintenant: le troisième épisode de KOFF Ton-Träger!



Tout comme cette édition d'à propos, le troisième épisode du podcast publié par KOFF traite du lien entre paix et migration. Nous parlerons alors des récits anti-migrant-s-es et de leur lien avec une paix durable.

En raison de la détérioration de leurs conditions de vie au Venezuela il y a presque six ans, les habitant-s-es ont commencé à chercher des alternatives ailleurs, la plus proche étant celle du pays voisin, la Colombie. Depuis lors, de nombreuses personnes ont traversé la frontière légalement et illégalement. Alors que la Colombie se trouve en pleine transition pour mettre fin au long conflit armé et construire la paix, elle est en même temps confrontée à un nouveau phénomène migratoire. Pour certain-s-es, ce phénomène évoque

la solidarité et la compassion, tandis que pour d'autres, il provoque l'antipathie et des sentiments anti-migration. En outre, la pandémie actuelle a accru les tensions et les discussions sur cette question.

Différentes voix du Venezuela, de la Colombie et de la Suisse éclairent la situation actuelle en Colombie et analysent l'impact que les récits migratoires, qu'ils soient négatifs ou positifs, peuvent avoir sur une paix durable. Le podcast est animé par Hannah-Milena Elias et peut être écouté dès maintenant sur [Soundcloud](#).

links

- [Podcast KOFF Ton-Träger](#)

actualité

swisspeace propose un nouveau cours en ligne



Le cours virtuel “[Strategic Dialogues in Peace Processes](#)” offre une formation adaptée aux praticiens de la paix qui facilitent et soutiennent les dialogues stratégiques. Les participants apprendront à évaluer l'utilisation du dialogue dans des processus de paix complexes en acquérant une compréhension approfondie des opportunités, des défis et des exigences d'une approche stratégique du dialogue.

Date : 02 – 10 novembre 2020

Date limite de dépôt des candidatures : 31 août 2020.

[links](#)

- [Offre de cours en formation continue de swisspeace](#)

calendrier

Evénements et nouvelles

KOFF NEWS

Les nouvelles de KOFF et des organisations membres se trouvent sur notre [PAGE WEB KOFF](#)

Education à la paix transformatrice:

Du conflit au dialogue en théorie et en pratique



Le cours de trois jours “Transformative Peace Education : From Conflict to Dialogue in Theory and Practice” offre l’opportunité d’élargir vos connaissances sur l’éducation à la paix tant au niveau théorique que pratique.

Postulez avant le 7 Septembre 2020!

Postulez aux programmes de formation continue suivants, proposés par swisspeace en collaboration avec l'université de Bâle:

- CAS in Civilian Peacebuilding Essentials
- CAS in Religion, Peace & Conflict

avant le 31 August 2020!

Ce PDF a été généré automatiquement.

Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur

KOFF de swisspeace

Contact

Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern

Tél.: +41 (0)31 330 12 12

Rédaction

Sanjally Jobarteh, Hannah Elias, Maria Vogelbacher

Traduction

Übersetzergruppe Zürich, Furrer Übersetzungen

Couverture

Etats-Unis-Mexique, Tecate, 06. Septembre 2017, JR

Collage d'un portrait de Kikito, 1 an, à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Vue depuis le côté américain de la frontière

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung

La plateforme suisse de promotion de la paix

La piattaforma svizzera per la promozione della pace

The Swiss platform for peacebuilding

KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue coordonnée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre

Action de Carême

Alliance Sud

APRED

artasfoundation

Baha'i

Brücke · Le pont

cfid

Conseil suisse pour la paix

Croix-Rouge Suisse

DCAF

Eirene Suisse

Femmes de Paix Autour du Monde

Femmes pour la Paix Suisse

Fondation Caux – Initiatives et
changement

Fondation Hironnelle

Fondation Peace Nexus

Fondation village d'enfants

Graines de Paix

Green Cross Suisse

Groupe pour une Suisse sans ar-
mée

HELVETAS Swiss Intercooperation

IAMANEH Suisse

ICP

Initiative de Lucerne pour la paix
et la sécurité (LIPS)

Interpeace

Ligue Suisse des femmes catho-
liques

medico international suisse

MIR Suisse

mission 21

miva – transporte l'aide

Organisation suisse d'aide
aux réfugiés

Peace Brigades International
Suisse

Peace Watch Switzerland

Quaker United Nations Office

Solidar Suisse

SOS Village d'enfants

Stiftung für Integrale

Friedensförderung

Swiss Academy for Development

SWISSAID

Terre des Femmes Suisse

terre des hommes schweiz